

Présents : Bernard ANDRE, Philippe BARGEOT, Henri BEGUIN, Joseph BONNEFOY, Jacky BORLET, Patrick BOULET, Marie-Hélène CHABERT, Raymonde CHEVRONNET, Marie-Hélène COSTE, Pierre FORAT, André FOURMAINTRAUX, Dominique FREYCENON, Gisèle GAIDE, Grégory KLERSCH, Armelle LEROY-CAMPLAN, Alain MACHET, Michel MAHIEU, Guy MATTIS, Gilles NANTET, Philippe PONCET, Mme TERMANIAN, Claude SCHILLING, Robert TALBOT, Bruno TOLON, Pierre VINCENT.  
Ainsi que Dominique JANNOT et Cristelle VANIN (CBE)

Excusés : Muriel BOUVIER-THEATE, Bernard CHAPUIS, Jean-Marie CHOFFEL, Chantal EMPEREUR, Jean-François QUEST

---

Alain Machet, Président du Conseil local de développement, ouvre la séance plénière du Conseil local de développement à 18h et donne la parole aux intervenants, Pierre Vincent et Marie-Hélène Chabert, membres du CLD délégués dans l'instance participative du Contrat territorial emploi formation (CTEF) et Cristelle Vanin, Chargée de mission du Comité de bassin d'emploi, animatrice du CTEF.

### **Présentation du Contrat territorial emploi formation, état d'avancement**

Pierre Vincent indique qu'il souhaite faire une présentation moins technique que celle qu'il avait réalisée fin 2006, année de la mise en place du CTEF. Il souhaite faire partager un ressenti plus personnel de la démarche. Cristelle Vanin intervient en alternance avec lui pour présenter l'état d'avancement du CTEF.

*Le diaporama présenté en séance est joint à ce compte-rendu.*

Pierre Vincent indique que les années 2006 et 2007 ont été intéressantes et enrichissantes pour les membres des instances (Comité opérationnel et Instance territoriale participative) mais aussi laborieuses, avec l'élaboration d'un diagnostic partagé, de la stratégie territoriale emploi formation (à trois ans) et des plans d'actions annuels. L'ouverture des membres du CTEF aux autres a été réelle, notamment entre les "experts" et les "candides". Les points de vue ont été écoutés. Les remarques des représentants des deux CLD (Tarentaise-Vanoise et Bassin d'Albertville) ont été entendues.

Pierre Vincent souligne la pertinence du travail réalisé en commun, avec un effet direct sur la recherche de lisibilité des actions, de leur efficacité et de la simplification des outils.

A l'issue de cette période laborieuse, **le CTEF est entré dans une nouvelle phase dans laquelle le CLD peut avoir un rôle important et innovant.**

Cristelle Vanin détaille l'ensemble des dispositifs sur lesquels les instances du CTEF ont à se prononcer (avis obligatoire ou indicatif) ; elle présente également une série d'actions concrètes conduites dans le cadre du CTEF (*voir diaporama*). Parmi celles-ci, la mise en œuvre d'une nouvelle formation d'agents de maintenance des bâtiments, sur l'initiative d'Agnès Girard, membre du CLD et responsable de résidence hôtelière à Val-Thorens. L'idée est née en avril 2007. La formation a été ouverte en novembre de la même année, grâce à la mobilisation des fonds régionaux et du CTEF (groupe de travail "parcours qualifiants").

Concernant les financements territorialisés, sur lesquels les membres du CLD ont une prise directe, Pierre Vincent précise un changement d'attitude des membres du CTEF : d'un "partage du gâteau" à une vision plus globale des choix (recherche d'efficacité des fonds disponibles).

Pierre Vincent souligne les difficultés et l'intérêt de l'implication des "citoyens" dans les CTEF (sur notre territoire, il s'agit essentiellement de membres des CLD) : un langage commun est à acquérir avec les autres membres plus aguerris des instances, sans rentrer cependant dans un langage trop technique. Les citoyens, membres des CLD, gardent un regard extérieur, non expert sur les orientations et les actions.

Marie-Hélène Chabert évoque la réunion organisée le 31 janvier dernier par la Région, à Aix-Les-Bains, réunissant les "citoyens" participant aux CTEF. L'envie de participer aux CTEF est réelle mais les participants indiquent souvent que la manière dont les choses se passent... ne donne pas envie d'y rester. Le citoyen est, parmi tous les membres des CTEF, celui qui a la vision la plus globale. Elle précise que la Région Rhône-Alpes propose l'organisation de "formations" des citoyens des CTEF, au plus près des territoires. Une partie des heures prévues sera consacrée au dialogue entre citoyens, élus régionaux pilotes et animateurs des CTEF. La Région souhaite également renforcer les collèges citoyens avec des demandeurs d'emploi, des allocataires du RMI.

Marie-Hélène Chabert souligne le rôle moteur que peut jouer le "collège citoyens" dans les CTEF (exemple dans le bassin de Romans, face à une fermeture d'usine). Les citoyens pourraient également avoir la possibilité d'inscrire des points supplémentaires aux ordres du jour des Instances participatives.

*Le Compte-rendu de cette réunion est disponible sur demande auprès du CBE.*

Prolongeant le point précédent, Pierre Vincent souhaite que **les membres du CLD soient porteurs de propositions que le CTEF n'est pas en mesure de porter seul**. Les volontaires issus du CLD (et au-delà) pourraient travailler spécifiquement sur ces nouvelles propositions.

Marie-Hélène Chabert relève également l'importance de l'information entre les personnes présentes dans les instances participatives des CLD et du CTEF. **Améliorer la circulation des informations** serait aussi un axe fort.

Pierre Vincent précise qu'il souhaite se retirer du Comité opérationnel (tout en restant présent au sein de l'Instance participative). Muriel Bouvier-Théate, troisième membre de l'ITP pour la Tarentaise, souhaite également s'en retirer.

Il formule donc un appel aux membres du CLD (*voir en fin de compte-rendu*).

## **Débat**

Alain Machet évoque l'existence de la "stratégie montagne" de la Région, dans laquelle figure nombre de points touchant la formation et les métiers.

*Le document est envoyé à tous les membres du CLD.*

A la demande de Raymonde Chevronnet, les intervenants précisent le rôle des organismes de formation dans la démarche CTEF, en particulier le choix des organismes qui relève d'appels d'offres régionaux (avec les préconisations qualitatives et quantitatives des territoires sur les actions à conduire).

Répondant à Jacky Borlet qui s'interroge sur l'origine du constat de sous qualification des jeunes, Pierre Vincent précise que l'on constate beaucoup de sorties anticipées du système de formation initiale. Sur ce point, Patrick Boulet indique que l'abandon en cours d'année est très réduit, mais que l'insertion professionnelle rapide dans le territoire peut conduire en effet à des ambitions moins importantes en matière de formation et à un refus assez fort de s'expatrier pour poursuivre ses études.

Gisèle Gaide souligne aussi l'apport de jeunes extérieurs au bassin, avec les emplois saisonniers, qui peuvent ensuite rester sur place, sans emploi, avec une formation initiale réduite.

Robert Talbot s'inquiète des résultats des formations, notamment en matière de maintien dans les métiers correspondant à la formation. Cristelle Vanin précise que les organismes de formation viennent présenter les résultats et le suivi post-formation de leurs actions au sein des instances du CTEF.

Pierre Vincent souligne sur ce point l'effort notable du CTEF en matière d'évaluation des actions, sur la base des bilans, dans une vision stratégique.

Alain Machet souhaite connaître la place des formations consacrées aux énergies renouvelables. Le nombre d'entreprises compétentes en matière de diagnostic énergétique semble insuffisant pour répondre aux besoins prévisibles.

Cristelle Vanin indique qu'une information sera prochainement faite en Instance participative. Alain Machet évoque le manque de diversité dans les compétences/formations des installateurs de matériel, dont l'activité est souvent très cloisonnée, donc limitée. C'est un réel gisement d'emplois.

Marie-Hélène Chabert s'interroge sur la capacité du CTEF à conduire un repérage des besoins auprès des artisans locaux. Grégory Klersch évoque un travail similaire déjà conduit sur le bassin chambérien, dans le cadre du CTEF, avec le Conseil général, l'Agence économique de la Savoie, l'Institut national du solaire (INES). L'enjeu est d'amorcer une démarche collective regroupant les entreprises les plus importantes du secteur, et d'autres de taille plus modeste. Cette phase est complexe.

En s'interrogeant sur la façon dont les informations arrivent aux entreprises, Gisèle Gaide lance un débat qui touche plus largement la question de la diffusion de l'information sur les territoires, le rôle des branches et organisations professionnelles, des collectivités locales, des constructeurs de matériels...

Une question touche l'implication de l'Education nationale dans le domaine des énergies renouvelables. Patrick Boulet précise que les pistes nouvelles sont proposées dans le cadre du PRDF (Plan régional de développement des formations). Il indique aussi que les Lycées professionnels peuvent développer des actions de formation continue (avec le GRETA, dans le cadre d'UFA – unité de formation en alternance). Les formations proposées ne sont pas toujours remplies, souffrant souvent d'une information insuffisante ou d'une mauvaise valorisation des métiers.

Cristelle Vanin indique sur ce dernier point le constat partagé avec les entreprises présentes au CTEF sur la priorité à donner à **l'orientation visant à faire évoluer le regard des enfants et des parents sur les métiers** proposés.

Grégory Klersch, Michel Mahieu et Patrick Boulet font part du **projet de rapprochement école-entreprises** en cours entre la CCI, des entreprises locales, le Lycée et le Collège de Moûtiers. Il s'agit de préparer les enseignants à une meilleure connaissance des métiers et des entreprises du territoire, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle de médiateur auprès des enfants. L'objectif de cette action est d'être étendue à d'autres établissements du bassin.

Concernant le DIF (Droit individuel à la formation), Patrick Boulet constate le manque d'une instance interface entre les demandes de formation des salariés et les organismes offreurs : le CLD peut-il jouer un rôle dans ce domaine ?

Pour Marie-Hélène Chabert, le CTEF peut être **la plateforme permettant de croiser ces informations**. Le CLD a plus particulièrement un rôle à jouer en matière de **circulation d'information entre les besoins des "publics" et les professionnels**.

Alain Machet remercie les intervenants et tous les participants et relance l'appel à participer au groupe de travail se constituant autour de Pierre Vincent et de Marie-Hélène Chabert.

Il évoque la prochaine réunion consacrée aux transports et aux déplacements en Tarentaise. Des informations seront largement diffusées aux membres, en particulier les Actes du Forum d'Albertville du 13 octobre dernier (*distribués en séance et disponibles au CBE*). A l'issue de cette réunion, une proposition pourra être transmise au Président de l'APTV récapitulant les propositions du CLD.

Une réunion en mai est à prévoir, avec les artistes (proposition de Philippe Poncet). Une autre réunion pourrait aborder le Plan tourisme du Département de la Savoie. L'idée d'organisation d'un Forum consacré aux déchets à l'automne suit son cours.

Prochaine séance plénière :  
**le mercredi 9 avril à 18h à Bourg-Saint-Maurice**  
**(centre Jean Moulin –261 rue Jean Moulin – centre ville, à 100 m de la Mairie)**  
Thème de la réunion : Transport et mobilités – Des propositions pour la Tarentaise

## Appel aux membres du CLD

Depuis la création du CTEF « Contrat Territorial Emploi Formation » en 2006, le CLD a apporté sa contribution à ses travaux tant au travers du diagnostic que lors de l'élaboration de la stratégie du territoire et du choix d'actions prioritaires.

Aujourd'hui, par son rôle d'interface, le CLD peut contribuer au rayonnement du CTEF : par des actions de communication (diffusion et recueil d'informations) et/ou aussi, il peut être porteur de propositions (intitulées " initiatives locales ") permettant d'enrichir les actions déjà engagées sur le territoire.

Pour avancer dans cette voie, un groupe de réflexion est en cours de création au sein du CLD. Ce groupe nourrira nos « porte-paroles » au sein du CTEF, et aussi le CLD dans ses débats.

Vous vous intéressez aux questions d'emploi et de formation, vous êtes concerné par ces questions en tant qu'employeur, saisonnier, demandeur d'emploi ?

Vous souhaitez faire partager votre expérience, échanger, réfléchir et construire ensemble des propositions pour faire avancer l'emploi (réduire la précarité, promouvoir des opportunités d'activité...) et/ou développer la formation dans les entreprises (professionnalisation, bi qualification, DIF, CIF...) ?

Venez travailler avec nous sur ces sujets et apporter votre énergie, votre savoir, vos idées et vos envies (5 à 6 réunions /an).

Pour plus d'informations vous pouvez contacter Dominique Jannot au CBE ou Marie Hélène Chabert sur Moutiers au 06.16.84.58.87 ou [marie-helene.chabert@wanadoo.fr](mailto:marie-helene.chabert@wanadoo.fr) ou Pierre Vincent sur Bourg St Maurice au 06.700.29.707 ou [p.vincent.bsm@aliceadsl.fr](mailto:p.vincent.bsm@aliceadsl.fr)

Quelques exemples de thèmes issus de la rencontre du CLD :

- Promouvoir la Formation ?
- Comment mieux faire connaître les dispositifs, les offres de formation, les modalités (souplesse...) ?
- Comment affiner les besoins des salariés et des entreprises sur le terrain et leurs attentes ?
  
- Développer une culture Montagne auprès des jeunes
- Valoriser les métiers de la montagne
- Encourager la mobilité - découverte
  
- Soutenir le marché des Energies Renouvelables
- Informer grand public, prescripteurs et collectivités locales
- Renforcer les liens formations et professionnels du bâtiment